

:: ATELIER ::
« Echange d'expériences et formation pour le plaidoyer »

17 -19 juillet 2007, Rabat, Maroc.

Organisé par l'Espace Associatif et Social Watch/Contrôle Citoyen

Avec la collaboration de OXFAM- Novib/KIC

QUESTIONNAIRE POUR LES PARTICIPANTS-TES
Systematisation des Expériences

I. Informations personnelles

Sexe | F | M |

Nom de famille | MUNYOLOLO NGELEZA

Prénom(s) | RAPHAEL

Nationalité | CONGOLAISE

Date de Naissance (jour/mois/année) | 18 / 08 / 1971

Nom complet de votre Organisation/Mouvement/Communauté (et son sigle)
HALT SIDA/ HS

Fonction ou Poste occupé au sein de votre Organisation

ADMINISTRATEUR DES PROJETS

Votre organisation participe-t-elle ou a-t-elle des liens avec des réseaux locaux, nationaux, régionaux ou internationaux ? Si oui, lesquels?

Oui,

Locaux :

- Ligue des jeunes de lutte contre le SIDA (LIJELUSI)
- Conseil Provincial de la jeunesse.
- Réseau enfance en situation particulièrement difficile(R-ESPD)

Nationaux :

- Réseaux des associations congolaises des jeunes contre le SIDA « RACQJ-SIDA/RDCongo
- Forum SIDA (FOSI)
- Réseau Action Femme (RAF)
- Société Civile Congolaise/Composante Jeunes

Régionaux :

- The coalition to stop the use of child soldiers
- Regional Outreach Addressing aids trough Development Strategies (ROADS) Project

Internationaux :

- CIVICUS =World Alliance for Citizen Participation.

II. Description de l'expérience:

STP répondez les questions suivantes en utilisant l'espace nécessaire

Par rapport à cet atelier, que signifie une « expérience»?

Pour nous, une expérience est un processus, une stratégie ou une activité d'une organisation ou d'un groupe d'organisations visant à atteindre le changement social.

Par exemple, une expérience peut être une technique agricole, une méthode éducative ou des questions plus complexes comme la conception des coalitions internationales. Sa portée peut être limitée, mais une expérience peut aussi inclure un projet ou un programme entier.

1. Quels sont les principaux domaines d'expertise de ton organisation? (Exemple: Développement social, Droits Humains, l'analyse des budget, droits sexuels et reproductifs, etc.) ?

- La lutte contre le VIH/SIDA
- La promotion des valeurs positives
- La protection des groupes vulnérables
- Les droits humains

2. Quelles sont les stratégies utilisées au sein de votre organisation pour atteindre ses objectifs ? (Exemple: Éducation, Recherche, Campagnes, Plaidoyer, Lobby, etc.) ?

- La communication pour le changement de comportement
- L'information et la sensibilisation
- La formation et l'éducation
- Le counseling et le dépistage volontaire
- L'accompagnement médical et judiciaire
- L'accompagnement psycho social et économique
- Les causeries éducatives
- Les campagnes radio diffusées et publiques
- Le plaidoyer et le lobby
- La mobilisation sociale
- Le théâtre de rue

3. Parmi les activités et les expériences de ton organisation, STP choisis-en une que tu considères intéressante à partager avec les autres participants- tes. L'expérience choisie doit être une action, un plan ou une intervention concernant un des cinq thèmes qui seront étudiés durant l'atelier (le suivi et l'évaluation des politiques publiques, l'analyse de budgets, les DESC, les indicateurs sociaux ou le plaidoyer). S'il te plaît décrit l'expérience d'après le format suivant.

a. **RÉSUMÉ** de l'expérience (pas plus de 5 lignes):

L'exploitation sexuelle des mineures constitue aujourd'hui une des plus grandes formes d'humiliation et de déni des droits humains infligées aux enfants et contribuent à les vulnérabiliser davantage.

Au vu de ce constat amer, il a fallu que HALT SIDA interpelle les autorités politico- administratives, militaires et judiciaires pour rendre justice aux victimes de l'exploitation sexuelle et de chercher de ressources nécessaires pour les réintégrer dans la société et ainsi les protéger contre toute forme de violence.

b. Situation ou problème que l'expérience prétend résoudre (**Motivation**)

Il s'observe actuellement à Bukavu, la recrudescence d'un phénomène social près que nouveau : La prostitution forcée des mineures.

En effet, les filles mineures sont exploitées sexuellement par des adultes proxenetes dans les maisons de tolérance ou maisons de passe à des fins commerciales ou lucratives. Aussi, l'impunité qui prévalait dans le pays à cause de la faiblesse du système judiciaire et la forte stigmatisation des victimes n'ont fait qu'accentuer ce mal.

Conscient de cette situation et désireux de changer au mieux la situation des filles mineures exploitées sexuellement, HALT SIDA a entamé une action de sensibilisation sur la stigmatisation et de plaidoyer contre l'exploitation sexuelle des mineures à Bukavu auprès des autorités politico- administratives, militaires et judiciaires.

c. **Objectif(s)** à atteindre

- Impliquer les autorités dans la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineures ;
- Vulgariser les textes légaux interdisant toute forme d'exploitation sexuelle des mineures ;
- Punir les coupables conformément à la loi ;
- Fermer ou réglementer des maisons de tolérance ;

- Réintégrer socialement et économiquement les victimes.

d. Stratégies utilisées pour résoudre le problème ou améliorer la situation

- identification des maisons de tolérance et des proxénètes ainsi des mineures exploitées ;
- entretien avec les autorités politico- administratives, militaires et judiciaires, les défenseurs de droits humains sur la problématique de l'exploitation sexuelle des mineurs à Bukavu ;
- campagnes radio diffusées et publiques contre l'exploitation sexuelle des mineures à Bukavu ;
- Journées de réflexion sur le phénomène exploitation sexuelle des mineures à Bukavu ;
- causeries éducatives avec les mineures prostituées identifiées
- réinsertion socio- économique
- promotion des préservatifs
- pratique du dépistage volontaire du VIH/sida

e. Ressources utilisées (Financières, humaines, matériels, etc.)

- Ressources financières : 4.020 \$ US (Financement de Scottish Catholic international Aid Fund- SCIAF)
- Ressources humaines: Les acteurs suivants ont concouru à la bonne exécution et réussite de ce projet.
Il s'agit :
 - De l'Administrateur des projets
 - De la secrétaire comptable
 - De 9 assistants sociaux
- Ressources matérielles : Mégaphone, boîtes à images, dépliants, véhicule JEEP RAV4

f. Niveau(x) d'intervention (local, national, régional et/ou international, et les relations entre les différents niveaux)

Les partenaires impliqués dans ce projet ont intervenu à deux niveaux :

- Local
- International

Au niveau local :

- Le Programme National de Lutte contre le SIDA (PNLS) nous a donné un lot de 5.650. pièces de préservatifs que nous avons distribué aux professionnelles de sexe et leurs clients, les tenanciers de bars , d'hôtels et de cinés vidéo.
- La GTZ/Santé nous a fourni un lot de 500 pièces de tests rapides au VIH (Détermine,Unigold et Oraquick). Ces tests nous ont aidé à dépister 423 professionnelles de sexe dont 198 mineures.
- La police de protection de l'enfance et de lutte contre les violences faites à la femme et la mairie de Bukavu. Cette unité de police avec le concours de la mairie de Bukavu nous ont aidé à procéder à la fermeture de 17 maisons de tolérance.
- Le responsable de l'UNICEF/Bukavu nous a apporté son soutien technique dans l'identification des mineures prostituées.
- L'ONG Médecins Sans Frontières Hollande nous a apporté une assistance médicale sur le traitement des infections sexuellement transmissibles auprès de 49 mineures .
- Le Tribunal de Grande Instance de Bukavu par l'entremise du Juge des mineures nous a apporté son assistance judiciaire aux victimes.

g. Petite description du processus: Activités principales, bénéficiaires, quand et où ont été menées ces activités, méthodologie, collaboration avec des partenaires, etc.

ACTIVITES PRINCIPALES

1. Plaidoyer auprès des autorités politico- administratives, militaires et judiciaires contre l'exploitation sexuelle des mineures à Bukavu.

Deux niveaux de plaidoyer :

- Sensibilisation « Porte à porte » dans les lieux de travail
- Journées de réflexion autour de l'exploitation sexuelle des mineures

2. Mobilisation communautaire et éducation :
- Education et participation au travail de prévention pour toutes les parties prenantes y compris les autorités politico-administratives, militaires et judiciaires du lieu, les leaders communautaires, les proxénètes et les propriétaires des maisons de tolérance, de bars ou hôtels et cinés vidéo où se pratique le commerce du sexe.
 - Campagnes de sensibilisation publiques à travers le théâtre de rue. Une troupe composée de 6 acteurs formés dans la lutte contre le SIDA et la défense des droits humains se déplacent dans les rues de Bukavu pour sensibiliser les populations contre l'exploitation sexuelle des mineures.
 - Campagnes de sensibilisation des mass média contre l'exploitation sexuelle des mineures. Des émissions radio diffusées et des sketches sont réalisés et produits au travers certaines chaînes de radio locales.
3. Réunions ou causeries éducatives là où travaillent des mineures prostituées :
- Ces causeries traitent du Sida et d'autres infections sexuellement transmissibles, et méthodes de prévention, du test et des services pour infections sexuellement transmissibles. Aussi, ces causeries traitent des droits humains et de la réinsertion socio-économique, familiale et scolaire.
- Les réunions comportent généralement une démonstration de l'emploi correct du préservatif (avec des modèles de pénis en bois) et la distribution des dépliants et des affiches.
4. Pair éducation : une éducation pour les pairs est assurée par le recrutement de professionnelles de sexe qui entreprennent des actions de proximité parmi d'autres professionnelles du sexe sur leurs lieux de travail et organisent elles-mêmes des réunions éducatives.
5. Promotion du recours et de l'accès aux préservatifs : le projet distribue gratuitement des préservatifs sur les lieux du commerce de sexe (Maisons de tolérance, bars, hôtels et cinés vidéo...)
- Le projet s'efforce aussi de faire participer les professionnelles du sexe et les propriétaires de cinés vidéo, de bars ou d'hôtels à cette distribution.
6. Accès à la prise en charge des infections sexuellement transmissibles et VIH/SIDA, conseils et test volontaire.
- HALT SIDA se déplace avec les intrants de dépistage dans les maisons de tolérance, bars ou hôtels et cinés vidéo. C'est le «CDV mobile». Outre les services offerts par notre organisation, le projet collabore avec d'autres structures sanitaires de prise en charge médicale du VIH/SIDA et des infections sexuellement transmissibles à savoir l'ONG Médecins Sans Frontières- Hollande, la Société PHARMAKINA, l'Hôpital Général de référence de PANZI.
- Le projet collabore aussi avec quelques organisations de défense des droits des enfants à savoir l'UNICEF, la Fondation Solidarité des Hommes, Héritiers de la Justice.
- Le projet travaille aussi en étroite collaboration avec les autorités politico-administratives, militaires et judiciaires.
- Toutes ces activités ont été menées dans les quartiers populaires de la ville de BUKAVU où pullulent des maisons de tolérance, de cinés vidéo, de bars. Il s'agit des quartiers suivants : NYAMUGO, PANZI et NYAKAVOGO.
- Ces activités ont été réalisées de juin 2006 jusqu'en juin 2007.

h. Résultats principaux résultats obtenus et changements produits durant la mise en oeuvre (si c'est une expérience en cours à ce jour, commentez les résultats potentiels, obstacles, etc.)

- La fermeture de 17 maisons de tolérance où se pratiquait jadis le commerce du sexe des mineures et arrestation de 17 proxénètes.
- La vulgarisation des textes légaux en matière de lutte contre les viols et violences sexuelles faites aux enfants et aux femmes.
- L'implication de l'autorité provinciale et municipale (Gouverneur de province du Sud Kivu et Maire de la ville de BUKAVU) et militaire (Police de Protection de l'enfance et de lutte contre les violences faites aux femmes) dans les actions visant à lutter contre l'exploitation sexuelle des mineures à BUKAVU.

- Redynamisation de services chargés de protéger les enfants et de défendre leurs droits (c'est le cas de la Police Spéciale pour la Protection des Droits des Enfants et des Violences Sexuelles faites aux femmes ainsi qu'un juge des mineures au Tribunal de Grande Instance Bukavu.

III. Évaluation de l'expérience

1. Quelle est l'évaluation générale de l'expérience ? Est-ce que l'expérience a atteint les objectifs prévus? Est-ce que le problème a été résolu ou la situation améliorée ?

Par rapport aux objectifs fixés au départ et aux résultats obtenus, après la mise en œuvre de notre projet de plaidoyer contre l'exploitation sexuelle des mineures à BUKAVU, nous avons constaté sur le terrain que le politique s'est impliqué dans la lutte contre l'exploitation sexuelle des mineures et le proxénétisme en ce sens qu'une loi qui autorise la fermeture de toutes les maisons de tolérance a été édictée par l'autorité compétente.

Ainsi, la justice à l'égard des victimes a été rendue en ce sens que certaines proxénètes ont été interpellées par les cours et tribunaux et punies conformément à la loi.

Cependant, il reste encore beaucoup à faire. En effet, il a été observé que les filles mineures prostituées se heurtent à plusieurs difficultés notamment celles d'ordre socio-économique.

Ainsi, faute des mesures d'encadrement et/ou d'accompagnement des filles mineures, après la fermeture des maisons de tolérance, certaines d'entre elles ont tout simplement quitté BUKAVU pour la ville voisine de GOMA, accompagnées des proxénètes. C'est la délocalisation de la prostitution. Par rapport à la prise en charge juridique, disons qu'elle doit être revitalisée ou redynamisée car, sur plus de 190 cas déclarés d'exploitation sexuelle des mineures, seul le jugement de 17 cas ont été rendus. L'idéal serait de doter le juge des mineures et la police de protection de l'enfance de ressources nécessaires pour leur permettre de mener des actions durables et non ponctuelles en faveur des victimes.

2. Quels ont été les facteurs-clefs de réussite ou d'échec ?

Les facteurs-clés de réussite se trouve être des activités de plaidoyer entreprises et orientées vers les autorités politico- administratives, militaires et judiciaires afin d'influencer la politique ou la législation gouvernementale en matière de lutte contre l'exploitation sexuelle des mineures à BUKAVU.

Aussi l'implication de tous les acteurs avec comme fondement la mobilisation communautaire et l'éducation ont concouru à la réussite de cette expérience.

Néanmoins, les activités de plaidoyer et de sensibilisation entreprises n'ont pas été accompagnées par des mesures et stratégies d'auto prise en charge et d'encadrement ainsi que l'esprit de responsabilisation des mineures prostituées. Voilà, un facteur d'échec de cette expérience.

3. Quelles sont les leçons tirées?

L'expérience et ses diverses composantes soulignent utilement divers enseignements. Le plus important d'entre eux semble être qu'une stratégie de plaidoyer et de sensibilisation- si elle est bien menée-peut apporter un changement social.

En effet, cette expérience a eu le mérite d'amener les gouvernants d'assumer leurs responsabilités face à l'impunité qui avait élu domicile à BUKAVU face l'exploitation sexuelle des mineures dans des maisons de tolérance par des adultes à la recherche du gain facile.

Ainsi, grâce à notre initiative de plaidoyer et de sensibilisation contre l'exploitation sexuelle des mineures à BUKAVU, nous avons assisté à la fermeture de quelques maisons de tolérance et à la vulgarisation des lois portant interdiction de toute forme de violences sexuelles faites aux femmes et aux enfants en République Démocratique du Congo.

Aussi certains coupables ont été arrêtés et jugés sous le coup de la loi congolaise portant interdiction du commerce du sexe en République Démocratique du Congo.

L'importance de la coopération entre divers partenaires dans le but d'appréhender le problème et

d'en apporter une solution, est donc l'implication de tous les acteurs sur le terrain à savoir les communautés locales, les services gouvernementaux, les ONGS locales et nationales de lutte contre le SIDA et de défense des droits humains constitue une leçon très importante.

D'où nous suggérons la mise en place d'un espace associatif provincial de prévention et de réponse à l'exploitation sexuelle des mineures à l'Est de la R.D. Congo, sous la responsabilité de HALT SIDA étant donné que les efforts sont dispersés et sans coordination ni soutien. Il s'agira d'un cadre de concertation et d'harmonisation de nos actions sur le terrain.

Cependant, notre expérience a réussi partiellement car elle n'a pas été accompagnée par des mesures d'encadrement des filles mineures qui ont accepté d'abandonner la prostitution.

Sur le plan socio-économique : très peu de réinsertion/ intégration sociale et économique ont été faites.

Sur le plan juridique : très peu de jugements rendus.

Nous suggérons :

- A court terme : la réinsertion familiale et scolaire et la prise en charge juridique des victimes.
- A long terme : la réinsertion socio-économique grâce aux Activités Génératrices de Revenus (AGR).